



BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

INTEGRAAL VERSLAG

COMPTE RENDU INTÉGRAL

MET HET BEKNOPT VERSLAG

AVEC LE COMPTE RENDU ANALYTIQUE

COMMISSIE VOOR DE JUSTITIE

COMMISSION DE LA JUSTICE

dinsdag

mardi

22-05-2001

22-05-2001

10:15 uur

10:15 heures

AGALEV-ECOLO	<i>Anders gaan leven / Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales</i>
CVP	<i>Christelijke Volkspartij</i>
FN	<i>Front National</i>
PRL FDF MCC	<i>Parti Réformateur libéral – Front démocratique francophone-Mouvement des Citoyens pour le Changement</i>
PS	<i>Parti socialiste</i>
PSC	<i>Parti social-chrétien</i>
SP	<i>Socialistische Partij</i>
VLAAMS BLOK	<i>Vlaams Blok</i>
VLD	<i>Vlaamse Liberalen en Democraten</i>
VU&ID	<i>Volksunie&ID21</i>

<i>Afkortingen bij de nummering van de publicaties :</i>		<i>Abréviations dans la numérotation des publications :</i>	
DOC 50 0000/000	<i>Parlementair document van de 50e zittingsperiode + nummer en volgnummer</i>	DOC 50 0000/000	<i>Document parlementaire de la 50e législature, suivi du n° et du n° consécutif</i>
QRVA	<i>Schriftelijke Vragen en Antwoorden</i>	QRVA	<i>Questions et Réponses écrites</i>
CRIV	<i>Integraal Verslag (op wit papier, bevat de bijlagen en het beknopt verslag, met kruisverwijzingen tussen Integraal en Beknopt Verslag)</i>	CRIV	<i>Compte Rendu Intégral (sur papier blanc, avec annexes et CRA, avec renvois entre le CRI et le CRA)</i>
CRIV	<i>Voorlopige versie van het Integraal Verslag (op groen papier)</i>	CRIV	<i>Version Provisoire du Compte Rendu Intégral (sur papier vert)</i>
CRABV	<i>Beknopt Verslag (op blauw papier)</i>	CRABV	<i>Compte Rendu Analytique (sur papier bleu)</i>
PLEN	<i>Plenum (witte kaft)</i>	PLEN	<i>Séance plénière (couverture blanche)</i>
COM	<i>Commissievergadering (beige kaft)</i>	COM	<i>Réunion de commission (couverture beige)</i>

<i>Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers</i>	<i>Publications officielles éditées par la Chambre des représentants</i>
<i>Bestellingen :</i>	<i>Commandes :</i>
<i>Natieplein 2</i>	<i>Place de la Nation 2</i>
<i>1008 Brussel</i>	<i>1008 Bruxelles</i>
<i>Tel. : 02/ 549 81 60</i>	<i>Tél. : 02/ 549 81 60</i>
<i>Fax : 02/549 82 74</i>	<i>Fax : 02/549 82 74</i>
<i>www.deKamer.be</i>	<i>www.laChambre.be</i>
<i>e-mail : alg.zaken@deKamer.be</i>	<i>e-mail : aff.generales@laChambre.be</i>

INHOUD

Vraag van de heer Vincent Decroly aan de minister van Justitie over "de zin en het verloop van de procedure voor homologatie van de in het kader van een naturalisatieprocedure afgegeven akten van bekendheid" (nr. 4662)

Sprekers: **Vincent Decroly, Marc Verwilghen**, minister van Justitie

Vraag van mevrouw Magda De Meyer aan de minister van Justitie over "de billijke vergoeding en de gevolgen voor de sociaal-culturele verenigingen" (nr. 4665)

Sprekers: **Magda De Meyer, Marc Verwilghen**, minister van Justitie

Interpellatie van de heer Ferdy Willems tot de minister van Justitie over "de mensenhandel" (nr. 793)

Sprekers: **Ferdy Willems, Marc Verwilghen**, minister van Justitie

Moties 10

Spreker: **Ferdy Willems**

Vraag van de heer Bert Schoofs aan de minister van Justitie over "het gebruik van de polygraaf" (nr. 4689)

Sprekers: **Bert Schoofs, Marc Verwilghen**, minister van Justitie

SOMMAIRE

Question de M. Vincent Decroly au ministre de la Justice sur "le sens et l'organisation de la procédure d'homologation des actes de notoriété délivrés dans le cadre d'une procédure de naturalisation" (n° 4662)

Orateurs: **Vincent Decroly, Marc Verwilghen**, ministre de la Justice

Question de Mme Magda De Meyer au ministre de la Justice sur "les conséquences de la rémunération équitable pour les associations socio-culturelles" (n° 4665)

Orateurs: **Magda De Meyer, Marc Verwilghen**, ministre de la Justice

Interpellation de M. Ferdy Willems au ministre de la Justice sur "la traite des êtres humains" (n° 793)

Orateurs: **Ferdy Willems, Marc Verwilghen**, ministre de la Justice

Motions 10

Orateur: **Ferdy Willems**

Question de M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur "l'utilisation du polygraphe" (n° 4689)

Orateurs: **Bert Schoofs, Marc Verwilghen**, ministre de la Justice

COMMISSIE VOOR DE JUSTITIE

van

DINSDAG 22 MEI 2001

10:15 uur

COMMISSION DE LA JUSTICE

du

MARDI 22 MAI 2001

10:15 heures

De vergadering wordt geopend om 10.25 uur door de heer Fred Erdman, voorzitter.

La séance est ouverte à 10.25 heures par M. Fred Erdman, président.

01 Question de M. Vincent Decroly au ministre de la Justice sur "le sens et l'organisation de la procédure d'homologation des actes de notoriété délivrés dans le cadre d'une procédure de naturalisation" (n° 4662)

01 Vraag van de heer Vincent Decroly aan de minister van Justitie over "de zin en het verloop van de procedure voor homologatie van de in het kader van een naturalisatieprocedure afgegeven akten van bekendheid" (nr. 4662)

01.01 Vincent Decroly (ECOLO-AGALEV):
Monsieur le président, monsieur le ministre, chers collègues, vous connaissez comme moi la procédure prévue dans des situations où un acte de naissance en bonne et due forme n'est pas disponible, ne peut être obtenu dans des conditions normales, dans des cas où il est pratiquement impossible pour le candidat à la naturalisation d'obtenir cet acte de naissance dans son pays d'origine. Il lui est alors possible d'utiliser une voie alternative prévue par notre Code de la nationalité, consistant à se procurer un acte de notoriété, c'est-à-dire à comparaître devant un juge de paix, accompagné de deux personnes qui sont ses témoins de notoriété. Le juge de paix prend acte de la déclaration confirmant l'identité, la date et le lieu de naissance du demandeur de naturalisation ainsi que le nom de ses parents. Cela permet d'avoir une base reprenant les éléments essentiels concernant l'identité donnée par l'intéressé.

J'ai l'occasion d'accompagner, de façon tout à fait privée et occasionnelle, une famille introduisant cette demande. Je m'aperçois que cet acte de

notoriété, une fois délivré, doit encore franchir une deuxième étape, appelée homologation par le tribunal de première instance de l'arrondissement où la personne réside ou est domiciliée, en vertu de l'article 5, paragraphe 3 du Code de la nationalité.

Je me suis intéressé à la manière dont cette homologation fonctionne. Au tribunal de première instance de Bruxelles, alors que j'avais rédigé une petite lettre très courtoise, très formelle, demandant au président de ce tribunal s'il lui était possible d'homologuer l'acte de notoriété que je joignais en annexe, la famille dont je m'occupe s'est vu refuser la prise en compte de cette lettre avec l'acte de notoriété joint, simplement sur la base du fait que ce n'était pas un acte de notoriété introduit par un avocat.

L'on m'explique par la suite qu'il est indispensable que cet acte de notoriété soit introduit par un avocat, en application de l'article 1026 du Code judiciaire, lequel prévoit qu'un certain nombre de requêtes doivent effectivement être introduites par un avocat.

Renseignements pris, dans d'autres arrondissements du Royaume, cet article 1026 du Code judiciaire, en tout cas pour ce type d'homologation, est tombé en désuétude. Dans la plupart des tribunaux de première instance, on ne recourt plus à l'obligation du dépôt par un avocat d'une requête aussi simple et aussi élémentaire. Il suffit simplement, dans cette requête, de demander l'homologation du document en annexe. Une quinzaine de lignes peuvent suffire.

Le tribunal de première instance, où je fus très bien reçu, m'a alors montré en quoi consistait une lettre d'avocat, ce qui a induit chez moi un sentiment de frustration. Sans être avocat, je suis tout de même capable d'écrire une lettre

demandant que l'on veuille prendre en considération une annexe jointe à mon courrier. En fait, le fameux document qui ne peut être introduit que par un avocat est, en réalité, fort peu différent de la lettre que j'avais moi-même envoyée. La seule différence est qu'il contient des formules qui me paraissent relativement protocolaires et archaïques du style: "plaise au tribunal", "nous sollicitons respectueusement de votre office", "salut et respect". Voilà tout ce qu'un avocat doit savoir et qu'un parlementaire, membre de la commission de la Justice ne sait pas. Dans ces conditions, je m'interroge sur l'opportunité d'obliger des demandeurs de naturalisation à recourir à un avocat.

On m'a dit que le recours à un avocat avait pour but de faciliter la procédure, qu'un grand nombre de ces personnes ne savent pas très bien comment s'y prendre, qu'ils ont une notion un peu floue des rapports administratifs, que culturellement ils ne sont pas toujours à la hauteur de la démarche qui leur est demandée et surtout qu'en cas d'absence d'un avocat, il allait falloir tout expliquer aux demandeurs de naturalisation, ce qui était impossible.

Je suis conscient du fait que les choses ne doivent pas être simples tous les jours, qualitativement et surtout quantitativement, notamment dans un arrondissement comme Bruxelles où le nombre de demandes est le plus important. Je me demande s'il ne serait pas plus simple et pragmatique de prévoir un formulaire-type qui serait mis à la disposition de tous les intéressés de façon à ce que – probablement – 75% des personnes en demande de naturalisation n'auraient plus qu'à remplir ce formulaire-type, voire le faire remplir par un copain de la famille ou par une association d'aide aux demandeurs de naturalisation pour que le problème soit réglé.

Plus généralement encore, pourquoi ce document n'est-il pas transmis directement au pouvoir judiciaire, par voie interne puisque le juge de paix et le président du tribunal de première instance sont tous deux membres du pouvoir judiciaire? Pourquoi remet-on le document à la personne demanderesse en la chargeant de le remettre au tribunal de première instance, alors que des formules de communication intérieure devraient pouvoir fonctionner relativement efficacement?

Ne serait-il pas intéressant de vérifier en quoi consiste exactement cet acte d'homologation? J'ai, en effet, le sentiment qu'il s'agit d'une vérification demandée au parquet, autrement dit au ministère public, et j' imagine que ce dernier

procède à certaines vérifications du type honorabilité de la personne, fiabilité, éventuelle menace pour l'ordre public, etc.

Je me demande si cet acte spécifique ne fait pas double emploi avec l'autre mesure de vérification, demandée, quelques mois plus tard par la Chambre qui s'adresse à la Sûreté de l'Etat, au ministère public ainsi qu'à l'Office des étrangers. Je me pose la question de savoir s'il existe une différence entre la vérification que le ministère public opère, à ce stade, sur demande du tribunal de première instance en ce qui concerne leur demande d'homologation et la vérification que le même ministère public opère systématiquement, probablement quelques mois plus tard, à la demande de la Chambre. Est-il bien utile de maintenir deux procédures, d'autant qu'au tribunal de première instance de Bruxelles, par exemple, ce type de procédure requiert les services d'un avocat, coûte 2.100 francs alors que – vous vous en souvenez certainement – notre volonté de législateur était de rendre cette procédure gratuite. De plus, elle nécessite quatre mois alors qu'en principe, nous avons mis une réforme sur rail pour que les choses soient beaucoup plus rapides et qu'elles soient globalement terminées en un an. Dans un arrondissement comme Bruxelles, par exemple, quatre mois sont nécessaires pour cette petite partie de la procédure.

Voilà, monsieur le ministre, les questions que je voulais vous poser à propos d'un point très ponctuel de la nouvelle loi sur la nationalité qui paraît relever d'une certaine forme de protectionnisme de la profession d'avocat. Je veux bien comprendre qu'il faut faire gagner de l'argent aux avocats, mais c'est, selon moi, les mépriser que de considérer qu'ils sont nécessaires pour ce type de fonction administrative avec recours à des formules toutes faites de respect, etc.

D'autre part, sur l'autre aspect. Cette homologation est-elle fondamentalement nécessaire? En quoi diffère-t-elle de la procédure de vérification demandée au ministère public par notre assemblée dans la phase finale de la demande de naturalisation?

Le **président**: Monsieur Decroly, il convient de préciser que le règlement prévoit que poser des questions même à ce sujet, doit être fait dans les délais.

01.02 **Marc Verwilghen**, ministre: Monsieur le président, collègue Decroly, c'est plutôt d'une véritable interpellation qu'il s'agit. La situation d'une personne qui se trouve dans l'impossibilité

de produire son acte de naissance est une chose facile à comprendre. Par contre, les explications techniques, car c'est cela que vous me demandez, prennent quand même un certain temps et sont complexes.

Vous me posez en réalité deux types de questions.

Premièrement, la nature et la portée de l'homologation de l'acte de notoriété. Comme vous le rappelez, la loi prévoit un mécanisme de remplacement de l'acte de naissance à produire dans le cadre d'une procédure d'obtention de nationalité belge. L'article 5 du Code de nationalité belge institue un triple système de remplacement en cascade.

Tout d'abord en cas d'impossibilité de se procurer l'acte de naissance, ce dernier peut être remplacé par un document équivalent délivré par l'autorité diplomatique ou consulaire du pays de naissance. Dans la généralité des cas, l'attestation diplomatique ou consulaire permet de pallier l'acte de naissance manquant.

Ensuite, mais seulement en cas d'impossibilité ou de difficulté sérieuse pour la personne à se procurer l'attestation diplomatique ou consulaire de son pays de naissance, elle pourra produire en lieu et place de l'acte de naissance un acte de notoriété délivré par le juge de paix de sa résidence principale. Ce n'est donc qu'à partir d'ici que le Code de nationalité belge reproduit le mécanisme de remplacement de l'acte de naissance qui est institué dans les articles 71 et 72 du Code civil en matière d'actes de mariage.

Enfin, seulement en cas d'impossibilité de se procurer l'acte de notoriété, l'intéressé pourra le remplacer par une déclaration sous serment. Ici encore, le Code de nationalité belge reproduit ce qui est prévu dans le Code civil, article 72 bis, en matière d'actes de mariage.

S'agissant de l'acte de notoriété, donc le deuxième volet du mécanisme de remplacement, l'article 5 paragraphe 3 du Code impose effectivement, comme l'article 72 du Code civil en matière d'actes de mariage, son homologation par le tribunal de Première Instance. La portée de l'homologation découle du texte légal lui-même et je cite: "Le tribunal, après avoir entendu le procureur du Roi, donnera ou refusera son homologation selon qu'il trouve suffisantes ou insuffisantes les déclarations des témoins et les causes qui empêchent de rapporter l'acte de naissance". L'acte de notoriété doit, en effet,

contenir la déclaration faite par deux témoins des prénom, nom, profession et domicile de l'intéressé et de ceux de ses parents, le lieu et l'époque de sa naissance, et les causes qui empêchent d'en apporter un. C'est ce qui est prévu dans l'article 5 mais également dans l'article 71.

Il est, en pratique, assez rare que le tribunal refuse l'homologation de l'acte de notoriété. Pour un exemple de refus de l'acte de notoriété reproduit pour suppléer l'acte de naissance manquant, en vue du mariage, on peut citer un arrêt de la Cour d'appel de Bruxelles du 28 juin 1988 confirmant le refus d'homologation décidé par le tribunal de Première Instance de Louvain du 30 novembre 1987 et on relèvera notamment qu'en cette affaire, aucun des deux témoins ne connaissait bien le demandeur, aucun des deux ne connaissait ni ses parents, ni sa profession, et que leurs déclarations n'étaient nullement corroborées par des documents présentés. Il s'agissait d'un contexte bien limité; j'ai d'ailleurs toutes les références pour que vous puissiez prendre connaissance de cette jurisprudence.

Deuxièmement, voici ce que je puis vous dire en ce qui concerne le mode d'interdiction de l'action en homologation de l'acte de notoriété et l'intervention d'un avocat. Dans ce cas, l'action en homologation de l'acte de notoriété appartient à l'intéressé. La citation, mode de droit commun d'introduction des instances devant des juridictions, est, en principe, applicable, à défaut de texte législatif stipulant un autre mode d'introduction de l'instance.

Mais outre les coûts importants de la citation par huissier, ce mode d'introduction de l'action se heurterait à d'importantes difficultés en l'espèce. En effet, s'il fallait citer, il n'existe pas de litige à proprement parler, et donc pas de contradicteur.

L'action peut dès lors être introduite par simple requête, même si l'article 5, § 3 du Code de la nationalité belge ne le prévoit pas explicitement. On peut en effet appliquer par analogie ce qui est prévu par l'article 5, § 4 au sujet du remplacement de l'acte de notoriété par la déclaration sous serment. La loi prévoit alors que l'autorisation du tribunal à cette déclaration doit être donnée sur requête.

En matière de célébration de mariage, l'homologation de l'acte de notoriété, suppléant à l'acte de naissance d'un futur époux, se fait d'ailleurs par requête, ainsi que l'indique la doctrine de Depage.

Dès lors, l'article 5, § 3 du Code reproduit littéralement l'article 72 du Code civil. En ce qui concerne l'homologation de l'acte de notoriété, la situation doctrinale retenue en matière de mariages pour l'application de l'article 72 du Code civil, qui est elle-même de pure logique, doit également prévaloir en matière de nationalité pour l'application de l'article 5, § 3.

En l'absence de partie adverse, la requête est unilatérale, soumise à l'article 1026 du Code judiciaire, qui impose notamment, en l'absence de dispositions légales contraires, la signature de l'avocat de la partie. Aux termes de l'article 1027, alinéa 1^{er}, 2^{ème} phrase du Code judiciaire, sauf les exceptions expressément prévues par la loi, la requête ne peut être présentée que par un avocat.

Rappelons à nouveau que le système de remplacement de l'acte de naissance par l'acte de notoriété délivré par le juge de paix et la procédure d'homologation de cet acte de notoriété par le tribunal de première instance sont prévus de longue date dans le Code civil et n'ont jusqu'ici pas suscité de notoires difficultés d'application. Le législateur a précisément voulu transposer dans le cadre du droit de la nationalité un dispositif connu et organisé qui avait déjà pu être éprouvé dans la matière des actes de mariage.

Par ailleurs, les personnes les plus démunies qui auraient à produire un acte de notoriété dans le cadre de l'obtention de la nationalité belge et qui devraient dès lors présenter par requête cet acte pour homologation par le tribunal, peuvent bien entendu bénéficier des dispositions légales concernant tant l'assistance judiciaire que l'intervention, partiellement ou totalement gratuite, d'avocats pro deo dans le cadre de l'aide juridique de deuxième ligne, telle qu'elle est définie par l'article 508 du Code judiciaire.

Au vu des considérations qui précèdent, il n'apparaît pas que le tribunal de première instance de Bruxelles fasse une application de la loi qui soit manifestement incorrecte ou déraisonnable.

Voilà, monsieur le président, collègue Decroly, une réponse un peu longue et technique - je le conçois -, mais qui permettra de remettre les problèmes dans leur contexte.

Le **président**: Monsieur le ministre, votre réponse a été aussi longue que la question de M. Decroly.

01.03 **Vincent Decroly** (ECOLO-AGALEV): Monsieur le président, la prochaine fois,

j'introduirai une demande d'interpellation. Mais il me faudrait votre soutien en conférence des présidents pour qu'elle ne soit pas étêtée par le zèle de M. De Croo et de ses collègues, qui n'ont cessé de protéger le gouvernement de toute forme d'interpellation. En effet, le nombre des interpellations se réduit d'une façon spectaculaire depuis le début de cette législature. Et c'est pour avoir souvent essayé en vain de déposer des demandes d'interpellation que je me suis résigné, dans la plupart des cas, à ne plus poser que des questions à nos ministres.

Monsieur le ministre, je vous remercie pour votre réponse, que je vais étudier à fond. Je ne suis pas avocat, mais je vais essayer de bien me concentrer sur la technicité et les éléments de doctrine que vous avez fournis.

Je tiens notamment à réfléchir à une idée qui consisterait à décharger le ministère public de ce double examen et à faire en sorte que, dans ce cas-ci, la vérification correspondant à l'homologation soit faite simultanément à la vérification par le ministère public des données générales de la demande de naturalisation, à la demande de la Chambre. J'ai en effet l'impression qu'à ce niveau-là, on passe deux fois par le ministère public: une fois pour vérifier les données de la demande d'homologation et une seconde fois pour vérifier, en général, les données de la demande de naturalisation.

A cet égard, il y aurait certainement une simplification importante à apporter, dont le ministère public ne pourrait que se réjouir, dans la mesure où cela lui éviterait un double travail et toute la charge administrative qui y est liée. Mais, je vais réfléchir à la faisabilité juridique et technique de cette petite idée.

Le **président**: L'idéal d'une société dans laquelle on pourrait se déplacer sans identité!

01.04 **Marc Verwilghen**, ministre: Cher collègue, je vous soumettrai une note, à laquelle je me suis largement référé, étant donné que le dernier problème que vous avez soulevé, à savoir l'intervention du ministère public, y est également traité.

Le **président**: On pourrait la distribuer à l'ensemble de la commission, afin que chaque membre soit informé de la situation.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

02 Vraag van mevrouw Magda De Meyer aan de minister van Justitie over "de billijke vergoeding en de gevolgen voor de sociaal-culturele verenigingen" (nr. 4665)

02 Question de Mme Magda De Meyer au ministre de la Justice sur "les conséquences de la rémunération équitable pour les associations socio-culturelles" (n° 4665)

02.01 Magda De Meyer (SP): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, collega's, vorig jaar hebt u tijdens een vragenuurtje gezegd dat u naar een oplossing zoekt voor de jeugdsector, de sociaal-culturele sector en de rusthuizen. U wou geen vrijstelling, maar eventueel wel een verlaagd tarief voor deze groepen voorstellen. Dat was vorig jaar de afspraak.

Onlangs trokken de jongerenorganisaties opnieuw aan de alarmbel in verband met de organisatie van fuiven, iets wat onbetaalbaar zou worden. Men spreekt over 23.398 frank voor het opstellen van een tent van 1.000 m² waarin optredens plaatsvinden. Ik dacht dat aan de actievoerders enige opening in dit dossier was beloofd. Er zou toch een mouw aan worden gepast?

De situatie van de sociaal-culturele verenigingen is even behartigenswaardig als die van de jeugdverenigingen. In een tijd waarin iedereen roept om het middenveld en de sociale cohesie in onze maatschappij te versterken, zou het al te gek zijn om precies de verenigingen die aan de intermenselijke solidariteit timmeren, het mes op de keel te zetten.

Daarom wil ik nog eens naar de stand van zaken vragen, mijnheer de minister, enerzijds voor de jongerenorganisaties, anderzijds voor de sociaal-culturele verenigingen. Als er voor de jongerenorganisaties een oplossing zou worden gevonden, dan moet die uiteraard ook voor heel de sociaal-culturele sector gelden.

02.02 Minister Marc Verwilghen: Mijnheer de voorzitter, collega De Meyer, mijn antwoord zal uit twee delen bestaan.

Ten eerste, ik moet artikel 42 van de wet van 30 juni 1994 respecteren, dat aan de uitvoerende kunstenaar – de producenten – een recht op billijke vergoeding toekent. De term spreekt voor zich. Het is een vergoeding voor de intellectuele inspanningen die zij hebben geleverd. Het is de vrucht die zij moeten kunnen plukken van hun kunstenaarszin en niemand betwist dit, noch de sociaal-culturele verenigingen, noch de jongerenverenigingen.

Ten tweede, de hoogte van die vergoeding wordt bepaald door een commissie waarin zowel de debiteurs als de beheersgenootschappen van de auteursrechten zijn vertegenwoordigd. We spreken dus over degenen die moeten betalen en degenen die de belangen van de auteurs waarnemen. Die commissie kan in gespecialiseerde onderafdelingen voorakkoorden uitwerken die ze in de voltallige vergadering goedkeurt en aan de minister van Justitie voor bekrachtiging voorlegt. Op 20 april 2001 is een dergelijk akkoord door de paritaire commissie aangenomen, maar ik heb tot nu toe de bekrachtiging niet willen aanvaarden, precies omwille van het probleem dat bij de jongeren en de sociaal-culturele groepen is gerezen. Ik heb die mensen uitgenodigd om hun standpunt te leren kennen. Men gaat ervan uit dat de vergoeding billijk moet zijn en dat een billijke vergoeding moet worden betaald, maar men moet mij ook de parameters geven waarmee wij op een objectieve manier een bedrag kunnen begroten en ter discussie voorleggen. Mijn verwondering was groot dat ze deze vraag niet konden beantwoorden. Daar hadden ze niet over nagedacht. Zij wisten niet welke de objectieve criteria moesten zijn en zij wisten ook niet hoe volgens hen de billijke vergoeding diende te worden betaald. We hebben toen afgesproken dat ze hun huiswerk zouden maken. Men mag bij mij aandringen, maar dat aandringen moet ook iets opbrengen. We moeten in dit dossier een vooruitgang kunnen boeken.

Ik verwacht nu van beide groeperingen hun visie daarover. Als ik die visie ken, zal ik ze in de commissie terug ter discussie stellen. Dat is natuurlijk heel vervelend, want alle andere sectoren hebben een akkoord bereikt en vragen de uitvoering. Ik hoop dat deze kwestie niet te veel vertraging zal opleveren en dat we het dossier uiteindelijk op een voor iedereen aanvaardbare wijze zullen kunnen afsluiten.

Voor mij is dit een belangrijk dossier, want zowel jongeren als sociaal-culturele verenigingen nemen een heel belangrijke plaats in het maatschappelijk weefsel in. Daarom moet alles billijk kunnen worden vertaald. Ik hoop dat ze mij de nodige bijstand zullen verlenen. Ik kan het wel uit mijn duim zuigen, maar dan loop ik het risico om niet de belangen te dienen van degenen waarvoor het echt de moeite waard is.

02.03 Magda De Meyer (SP): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, is er een exacte timing afgesproken met de verenigingen? Wie zijn

uw gesprekspartners?

02.04 Minister **Marc Verwilghen**: Mijn gesprekspartners zijn de vertegenwoordigers van de beide sectoren. Maandag na het verlengde weekend zullen ze me "hun ei" komen voorstellen.

02.05 **Magda De Meyer** (SP): Dank u, mijnheer de minister.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

03 **Interpellatie van de heer Ferdy Willems tot de minister van Justitie over "de mensenhandel" (nr. 793)**

03 **Interpellation de M. Ferdy Willems au ministre de la Justice sur "la traite des êtres humains" (n° 793)**

03.01 **Ferdy Willems** (VU&ID): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, collega's, de aanleiding van mijn interpellatie is het boekje "Handel in mensen" van de journalist Freddy De Pauw. Dit boekje is kurkdroog, niet sensationeel. Zo hoort het. Het boekje is wel hallucinant. Achter de gegevens en cijfers zitten immers mensen, veel mensen. Met mijn interpellatie zoek ik geen goedkope sensatie of wil ik geen goedkope kritiek spuien. Dat zou ten opzichte van de minister onrechtvaardig zijn. Bovendien is een dergelijke houding weinig productief. Ik herinner u eraan dat ik vele jaren geleden in de gemeenteraad van Dendermonde het woord heb genomen over een lokaal van verdacht allooi waar buitenlandse minderjarige meisjes in verschrikkelijke omstandigheden werden opgesloten. Dit punt werd niet geagendeerd om er geen ruchtbaarheid aan te geven. Op dat ogenblik was u reeds actief in de commissie voor de Mensenrechten en hebt u me in dit dossier gesteund, mijnheer de minister.

Het boekje van De Pauw grijpt me aan. Ik ben geen jurist en dus een leek in dit dossier, maar ben zeer geschokt door de inhoud. Ofwel zijn een aantal elementen in het boekje onjuist en moet dit in uw belang en dat van de gemeenschap worden rechtgezet. Ofwel is de informatie correct en moeten dit boekje en mijn interpellatie een aansporing zijn om te blijven optreden in dit soort dossiers.

Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, ik geef u een kurkdroog feit als vertrekpunt. Volgens de Verenigde Naties is de mensenhandel de voorbije 10 jaar met 50% toegenomen. Uiterekend vandaag lees ik in Metro dat de directeur van het FBI op een internationaal

congres in Bukarest verklaart dat 1 miljoen mensen slachtoffer zijn van mensenhandel en dat men tussen de 6 en de 8 miljard dollar winst maakt. Dit zijn verschrikkelijke cijfers. 200 miljoen mensen leven in regelrechte slavernij; 700.000 kinderen zijn het slachtoffer van mensenhandel. Dit zijn gevolgen van de globalisering van de economie en de groeiende kloof tussen de rijke landen en de derde wereld.

Naast het klassieke circuit van prostitutie, drugs en illegale arbeid dat we allemaal kennen, stuiten we in dit dossier eveneens op afschuwwekkende elementen zoals de organenhandel – ondenkbaar, maar een realiteit –, pedofilie, handel in adoptiekinderen.

België blijkt een draaischijf te zijn voor malafide organisaties, onder meer van Albanese oorsprong, uit Oost-Europa, China, Turkije, Nigeria.

Mijnheer de minister, bij de opsomming van de gegevens wil ik de positieve elementen niet vergeten. Dit dossier werd door wijlen Koning Boudewijn aangekaart. Op een bijzonder aangrijpende manier heeft Koning Albert II in zijn nieuwjaarsboodschap deze problematiek opnieuw aan de orde gesteld. De regeringsverklaring maakt van de strijd tegen de mensenhandel een prioriteit. De verklaring inzake ons Europees voorzitterschap herbevestigt deze prioriteit. Er is een permanente opvolging in de Senaat. Op de internationale conferenties van Palermo en Tampere hebben de Belgische delegaties deze problematiek op een puike manier aangepakt. Sinds 1995 beschikken wij over een zeer goede wetgeving terzake. Een Zwitsers expert in deze materie stelt, ik citeer: "België is een voorbeeld in de concrete aanpak inzake vrouwenhandel, gezien het systeem van getuigenissen". Heel wat studiediensten leveren degelijk studiewerk. De criminaliteit wordt goed in kaart gebracht. Men kent de in België gevolgde wegen. Na het verschijnen van het boek werden bijkomende initiatieven genomen, onder meer inzake de confiscatie van mafiagelden en de nieuwe regeling voor spijtoptanten die er onder uw impuls na 10 jaar is gekomen. Dat zijn positieve elementen.

Dat zijn dus positieve gegevens.

Ik schets eerst een algemeen beeld. De feiten zelf laten dit gegeven enorm toenemen. De algemene perceptie is dat men op het terrein tekortschiet. Politiemensen zeiden tegen de betrokken journalist: "Wij vechten tegen de bierkaai", "Dit is dweilen met de kraan open" en "Wij kennen de

illegale arbeidscircuits, wij weten welke VZW-structuren ze gebruiken en welke advocaten medeplichtig zijn, maar daar blijft het meestal bij". Ik citeer even een Engelse uitspraak: "When all is said and all is done, there is a lot more said than done". In ons dialect heeft men daarvoor een andere uitdrukking: "Ze deden een klapken..., enzovoort". Het algemeen beeld rond dit thema blijft dus nog steeds negatief.

Vervolgens kom ik bij de wetgeving. Deze wetgeving bestaat, maar wordt naar de smaak van velen te weinig toegepast. Ik wijs even op wat mevrouw Lizin in juli van vorig jaar zei in de bevoegde commissie van de Senaat. Zij stelde dat het officiële discours van de prioriteiten in de strijd tegen de mensenhandel weinig teruggevonden wordt in de aanpak op het terrein zelf. Wat het element van de controle betreft, heeft de Senaatscommissie doen uitschijnen dat de controle op de toegang voor misdadige elementen via de zee- en luchthavens nog steeds niet waterdicht is. Voorts verplaatst de prostitutie zich van de straat naar gesloten huizen, wat impliciet minder controle betekent. Met betrekking tot de visa is er een ontstellend rapport van minister Duquesne over 1.500 Bulgaren. Er nog een concrete geval Mogilevitsj waar ik niet verder op in zal gaan. Ook zijn er de gegevens van Myrianne Coen. Kortom, er is nogal wat te doen rond de visa.

Er is ook discussie over het gebruik van informanten. Dit is uiteraard een delicaat thema, maar men erkent internationaal dat dit nuttig is. In januari van dit jaar hebt u nog verklaard dat er in de regering nog steeds geen overeenstemming is over het gebruik van informanten. Is dat intussen veranderd? Ik lees immers dat de politiemensen in Antwerpen intussen meer genuanceerde en positieve geluiden laten horen.

Een tweede negatief element is dat er te weinig personeel wordt ingezet. Ik geef even een paar gegevens. In november 2000 zei de regering dat er vier substituten bij zouden moeten komen evenals vier parketjuristen en dertig speciale politiemensen voor de strijd tegen de mensenhandel. Mijnheer de minister, gebeurt dat? De Centrale Dienst voor de Bestrijding van de Georganiseerde Economische en Financiële Delinquentie klaagt sedert 1983 over het tekort aan personeel. Meer personeel werd toegezegd voor dit jaar. Wordt daar werk van gemaakt? Bij het ministerie van Binnenlandse Zaken is er een cel Mensenhandel die vandaag 13 medewerkers telt en er eigenlijk 33 nodig heeft. De Dienst Vreemdelingenzaken zegt dat er zelfs bij sterke

vermoedens van valse nationaliteitsverklaring geen onderzoek komt, alleen al wegens gebrek aan tolken. In het geval Antwerpen heeft het boekje het over één substituut. Dat volstaat zelfs niet om de schijn op te houden dat men op de portefeuille van de mafia mikt. In Brussel werkt één man aan de in dit verband belangrijke aanvoer van criminelen uit Rusland. Er is niet alleen te weinig personeel, er zijn ook te weinig middelen. Er zijn zelfs klachten over het ontbreken van computers en faxen. Het kan toch niet dat de mensen dit elementaire materieel niet hebben. Men weet dat de mafia ultramodern is uitgerust. Een man van Albanese afkomst die steun trok van het OCMW kon bij zijn proces verschillende advocaten inzetten die honderdduizenden franken kosten. Interpol wijst erop dat de tegenstanders tien keer beter uitgerust zijn qua mankracht en installaties. Is het niet nuttig om precies hier heel veel te investeren en de mensen goed te betalen? Goed betalen is goedkoop omdat men op termijn door het indammen van de mensenhandel menselijk leed ondervangt, de gevangenen werk bespaart en men op slachtofferhulp bespaart. Als men hier veel middelen inzet, zou dat goed besteed geld zijn.

Ten vierde, er zou een te lauwe bestraffing zijn, wat het personeel zou ontmoedigen. U hebt zelf al gesprekken gehad met mensen van de politie. Ze worden erdoor ontmoedigd en worden soms zelfs cynisch en u weet dat cynisme het wapen is van de teleurgestelde, van de zwakke.

Ik wijs wel op de nuttige initiatieven die u hebt genomen inzake borgtochten en het aspect opdrachtgevers.

Ik citeer senator Willems die stelde dat zolang de mensenhandel meer opbrengt dan drugs en de straffen lichter zijn, de markt explosief blijft groeien.

Mijnheer de minister, ik wil u hiermee verzoeken de bestraffing nader te bekijken.

Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, ik kom tot mijn laatste element. Er is te weinig internationale samenwerking. In feite is dit de rode draad doorheen heel dit boek. Vandaag heeft Louis Frey er nogmaals op aangedrongen dat er meer internationale samenwerking zou komen. U beseft dat ook, getuige de folder die ik bij me heb, waarin het Centrum voor Gelijkheid van Kansen en Racismebestrijding met uw steun – ik ben blij dat te zien – een goed internationaal colloquium organiseert. De specialisten terzake stellen dat de fine fleur van de experts uit het buitenland op 15

juni hier aanwezig zal zijn.

Mijnheer de minister, dit zijn de vragen – ze zijn van positieve aard – die bij me opkomen bij de lezing van dit boek.

03.02 Minister **Marc Verwilghen**: Mijnheer de voorzitter, collega's, ik heb het boek van Frédéric De Pauw met de titel "Handel in mensen" gelezen uit persoonlijke interesse, omdat ik in 1993 het voorrecht heb gehad deel uit te maken – het was terzake mijn eerste ervaring – van de parlementaire onderzoekscommissie in de strijd tegen de mensenhandel. Deze materie zit politiek in mijn genen, omdat ik er de eerste lessen heb kunnen uit trekken inzake het verschil dat er bestaat tussen de theorie en de praktijk. Daarover zal ik straks nog verder uitweiden.

In mijn keuzes van prioriteiten is mensenhandel en de strijd ertegen altijd terug te vinden, omdat ik zie dat in tegenstelling tot wat men zou kunnen veronderstellen, er een voortdurende toename is van deze vorm van misdadigheid. Niet alleen is er de mensensmokkel die welig tiert en waar ons land een transitland bij uitstek is. Gisteren konden wij in het programma Telefacts in een documentaire zien op welke wijze deze mensen worden geëxploiteerd door anderen, dit in onze eigen hoofdstad. Een journalist moet als het ware undercover werken om de schrijnende toestanden aan te klagen.

Het is niet dat wij dat niet weten. Ik zal straks het probleem aansnijden dat mijns inziens cruciaal moet worden overstegen om tot daadwerkelijke actie met resultaat te kunnen overgaan. De regering heeft in haar prioriteitennota er nooit twijfel over laten bestaan dat mensenhandel een van de belangrijkste prioriteiten in het strafrechtelijk beleid zou moeten zijn. Ik wens dit met een citaat te beklemtonen. De regeringsverklaring is hier vrij duidelijk, maar de uitvoering van de regeringsverklaring in het federaal veiligheidsplan is nog duidelijker aangezien daarin – het is een van de negen prioriteiten – de strijd tegen de mensenhandel is opgenomen. Het gaat om een daadwerkelijk op het terrein uitgewerkt document waarvan een aantal zaken al gerealiseerd zijn. Ik zal u een aantal realisaties meedelen. Voor een aantal zaken die nog niet zijn gerealiseerd – niettegenstaande het feit dat ik ermee klaar ben – kan klaarblijkelijk de laatste stap nog niet worden gezet. Ik geef een voorbeeld van dit laatste punt: "Wij stellen vast dat de niet-begeleide minderjarige van meer om meer een techniek is waardoor men kinderen naar ons land stuurt,

zonder enige vorm van begeleiding, in de hoop later die kinderen te kunnen recupereren, hetzij in de prostitutiesector, hetzij ze te laten draineren naar andere weinig stichtende activiteiten." Wij weten dat en wij hebben er een antwoord op, alleen is dat antwoord nog niet concreet in wetteksten omgezet. Het wetsontwerp terzake ligt klaar, alleen moet nog een laatste kaap worden genomen.

Het is dus een uitvoering van het federaal veiligheidsplan. Ik heb het dan nog steeds over het meer algemeen theoretisch kader.

Wat veel praktischer is geworden, is het nationaal politieplan. Eén van de zes prioriteiten die daarin worden voorgesteld, is de strijd tegen de mensenhandel. De politiediensten schrijven neer hoe ze die bepaalde fenomenen zullen aanpakken. Ik geef toe dat daarop parlementaire controle mogelijk is. Men treedt echter niet ver in detail. Ik moet u niet zeggen dat alle kanalen door de georganiseerde misdadigheid worden aangesneden om te weten hoe men een bepaald fenomeen aanpakt. Wees ervan overtuigd: mensenhandel is per definitie een vorm van georganiseerde criminaliteit. Ik heb nog niet veel mensen gekend die in hun eentje een netwerk uitbouwden.

Er is ook een belangrijk wetgevend initiatief waaraan men nogal eens te weinig aandacht besteedt. Wij hebben namelijk de wet op de strafrechtelijke bescherming van de minderjarige goedgekeurd. Een belangrijk onderdeel van die wet was uitgerekend de aanpassing van de wet van 13 april 1995. Wij hadden namelijk op het terrein gezien dat er, na vijf jaar toepassing van die wet, bepaalde lacunes of tekortkomingen waren. Bijvoorbeeld, de exploitatie in de prostitutiesector van minderjarigen tussen zestien en achttien jaar was eigenlijk niet gedekt door een strafrechtelijke bepaling die toeliet om ten aanzien van de pooier en ten aanzien van de organisator van het netwerk hard op te treden. Daarin is nu verandering gekomen. De strafmaten zijn aanzienlijk verhoogd. U zegt terecht dat er op het terrein een klacht bestond over de te lichte strafmaten, waardoor bepaalde instructie-maatregelen niet uitgevoerd konden worden. Door de wet die sedert 1 april 2001 van toepassing is, is daarop een antwoord gekomen. Het is dus onterecht te zeggen dat wij niet luisteren naar de mensen op het terrein. Wij doen alle inspanningen om vooruitgang te boeken.

Wat het Europese voorzitterschap betreft, hebben onze eerste twee prioriteiten uitgerekend

betrekking op de strijd tegen de mensenhandel. Het gaat om de totstandbrenging van de voorafspiegeling van Eurojust naar een echte Eurojust. Dat betekent dat vijftien topmagistraten, elk behorend tot een land van de Europese Unie, worden geleverd om te werken op zeer specifieke dossiers. Ik heb al toegelicht dat zij met meer dan zesenzeestig geïndividualiseerde dossiers bezig zijn. Het grootste aantal daarvan heeft betrekking op de mensenhandel. Uiteraard volstaat het niet de magistraten daarop te concentreren en een soort uitwisseling van informatie en coördinerende acties tot stand te brengen. Men moet dat ook met de politiediensten kunnen doen. Vandaar is het de bedoeling om tijdens het Europese voorzitterschap van België naast Eurojust ook Europol specifieke operationele opdrachten te geven met betrekking tot de mensenhandel. Het gebeurt niet zo vaak tussen de ministers van Justitie en Binnenlandse Zaken op het Europese niveau, maar wij zijn het daar unaniem over eens.

Het is zelfs zover dat we een kaderbesluit hebben genomen. Op 28 en 29 mei zal dat wellicht hier te Brussel worden bevestigd naar aanleiding van de JBZ-raad, de raad van ministers van Justitie en Binnenlandse Zaken. Dat kaderbesluit houdt in dat men gelijkaardige tenlasteleggingen krijgt in de vijftien Europese lidstaten in de strijd tegen de mensenhandel. De strafmaten die worden opgelegd zijn dezelfde. Ook worden dezelfde verzwarende omstandigheden en dezelfde politietechnieken toegepast. Als wij daarin slagen, hebben wij een serieuze stap voorwaarts gezet, want de internationale dimensie van het fenomeen is niet te onderschatten.

Wij verschillen wel van mening op volgend vlak. Voor ons is zowel de economische als de seksuele exploitatie van de mens verwerpelijk. Beide moeten dus op dezelfde manier worden aangepakt. Ik denk dat de anderen ons daarin nog zullen volgen.

Er is uiteraard nog veel meer nodig dan dat. Politiediensten op het terrein vragen ons om voldoende middelen in de strijd tegen de georganiseerde misdadigheid. In de eerste plaats komt dat neer op multidisciplinaire aanpak, want zoiets lukt niet met alleen een gerechtelijke aanpak. De sociale inspectie kan bijvoorbeeld ook heel belangrijk werk afleveren. Er zijn nog andere dimensies aan verbonden.

Ik wil u laten aanvoelen in welke mate men daarmee bezig is. U zal het afgelopen weekend ook de berichtgeving hebben gezien over een globaal multidisciplinair optreden te Luik, Brussel

en Antwerpen in de strijd tegen de mensenhandel, precies om aan te tonen dat het ons menens is. Wij zullen daarin nog veel verder moeten gaan. We zullen ook veel actiever moeten zijn dan nu.

Het is een kwestie van "justice has to be done, but also seen to be done". Via een aantal praktische maatregelen moet dit gerealiseerd kunnen worden. Om die reden werd op het laatste College van procureurs-generaal van vorige week donderdag een testcase voorgesteld. Een van de prioriteiten in het tot stand brengen van expertisenetwerken is de mensenhandel. Dit wil zeggen dat men in de gerechtelijke arrondissementen, zowel in de parketten van eerste aanleg als op het niveau van de parketten-generaal, de specialisten zal samenbrengen in de strijd tegen de mensenhandel. Ik stel overigens vast dat er zowel in Brussel, Brugge, Antwerpen als Luik uitstekende magistraten dit dossier behandelen. Dit dossier wordt beheerd door de portefeuillehouder Luik, mevrouw Tilly. Er wordt terzake echter een algemene inspanning geleverd door alle diensten. Zij hebben in zeven heel specifieke acties neergeschreven wat zij juist zullen ondernemen. U mag van mij aannemen dat er op dat vlak nog inspanningen zullen volgen.

Dit biedt mij de gelegenheid u te zeggen dat wij naast die aanpak moeten beschikken over twee bijkomende, nieuwe wettelijke kaders die ons moeten in staat stellen de strijd te voeren. Ten eerste, moet er de wet op de bijzondere opsporingstechnieken worden goedgekeurd. Er bestaat een voorontwerp dat in de volgende weken kan worden besproken in de interkabinettenwerkgroep met de hoop zo snel mogelijk – liever vóór dan na het reces – een wetsontwerp te kunnen indienen in het Parlement. Ten tweede is er de problematiek rond de anonieme getuige, de beschermde getuige en het gebruik van audiovisuele middelen in de strijd tegen de georganiseerde misdadigheid. Op die manier moeten slachtoffers geen tweede "victimisatie" ondergaan. Op dat vlak wordt er absoluut niet stilgezeten.

Ik begrijp de inhoud van dat boek, dat in het verlengde ligt van zijn vroegere werken waarin hij het onder meer had over de Russische maffia. De auteur levert het bewijs dat hij door zijn lange specialisatie in het bestuderen van deze criminele fenomenen een zekere kennis terzake heeft verworven. Met alle mogelijke middelen moeten deze verwerpelijke feiten dan ook worden bestreden. Er is toch wel een hemelsbreed verschil tussen het neerschrijven van bepaalde bevindingen en het officieel inzamelen van

inlichtingen met het oog op gerechtelijke en administratieve aanwending in een procedure. Ik heb dit zelf mogen ondervinden. Ik weet wat wetgevend werk is, ik weet wat de advocatuur doet en hoe de rechterlijke macht functioneert. Als minister van Justitie geeft men zich echter rekenschap van het feit dat men wel een aansturingfunctie heeft, maar dat het uitvoeren van de taken gebeurt door de politiemann op het terrein, onder leiding en toezicht van hetzij de onderzoeksrechter, hetzij de parketmagistraat.

Ik kan leven met de besluitvorming van de auteur. Een aantal van de door hem aangeraakte pijnpunten worden terecht vermeld. Het uitvoeren in de praktijk vergt evenwel een andere dimensie en een andere inspanning. Het is alsof iets in twee dimensies wordt uitgetekend hoewel het in drie dimensies moet worden uitgevoerd. De moeilijkheidsgraad is daarmee onmiddellijk onderstreept.

Mijnheer de voorzitter, de Dienst Strafrechtelijk Beleid is het bindteken dat nodig is tussen het beleid enerzijds en de praktische omzetting anderzijds. Ik heb vastgesteld dat deze dienst een nota heeft opgesteld in uitvoering van het federaal veiligheidsplan om het aspect mensenhandel en kinderpornografie multidisciplinair en internationaal aan te pakken.

Als dat plan in de praktijk zal worden uitgevoerd – dit zal binnenkort gebeuren, vermits de gedachtewisseling met het college van procureurs-generaal wordt afgewikkeld – denk ik dat wij een wapen meer hebben in deze strijd en dat wij ons niet zullen moeten beperken tot de incidentele acties die thans worden gevoerd. Wij zullen dan kunnen uitpakken met een doorgedreven, habituele, dagdagelijkse techniek in de strijd tegen de mensenhandel. Dat zal de enige methode zijn om die strijd op een serieuze wijze te voeren.

03.03 **Ferdie Willems** (VU&ID): Mijnheer de minister, ik ben rondit tevreden dat ik deze interpellatie heb gehouden. Het was mijn filosofie om u, die ook door dit dossier emotioneel wordt beroerd, de gelegenheid te geven een aantal concrete punten naar voren te brengen. Ik ga niet in op alle concrete initiatieven, want dat zou ons te ver leiden en ik ben daarin niet voldoende gespecialiseerd. Naar mijn smaak was uw antwoord uitgebreid en hoopgevend. Ik leer ook dat tussen droom en daad wetten in de weg staan, en praktische bezwaren. Als voorbereiding heb ik in dezelfde constructieve filosofie waarin ik mijn interpellatie heb gehouden een motie van

aanbeveling voorbereid. Die past perfect in wat u doet.

Ik vraag de collega's, misschien enigszins naïef en goedgelovig, deze constructieve motie die een steun voor de minister moet zijn, niet af te blokken met de klassieke eenvoudige motie in plenaire vergadering. Als er nog collega's mee willen tekenen, kan dat. Ik hoop dat in het belang van dit dossier, dat handelt over zoveel menselijk leed, deze motie door de plenaire vergadering kan worden aangenomen zonder te worden gecounterd door de eenvoudige motie.

Moties **Motions**

Tot besluit van deze bespreking werden volgende moties ingediend.

En conclusion de cette discussion les motions suivantes ont été déposées.

Een motie van aanbeveling werd ingediend door de heer Ferdy Willems en luidt als volgt:

"De Kamer,
gehoord de interpellatie van de heer Ferdy Willems

en het antwoord van de minister van Justitie,
vraagt de regering om

1) de degelijke Belgische wetgeving inzake mensenhandel concreet toe te passen en te onderbouwen door onder meer nog betere controles, de inzet van nog meer personeel en middelen, een nog strengere bestraffing en nog meer interministeriële coördinatie;

2) in het kader van de door de regering aangekondigde prioriteit voor het bestrijden van de mensenhandel tijdens het Belgische voorzitterschap in Europa, uitdrukkelijk de nadruk te leggen op een maximale samenwerking en coördinatie op Europees en wereldvlak."

Une motion de recommandation a été déposée par M. Ferdy Willems et est libellée comme suit:

"La Chambre,

ayant entendu l'interpellation de M. Ferdy Willems et la réponse du ministre de la Justice,
demande au gouvernement

1) d'appliquer réellement et de conforter l'excellente législation belge en matière de traite des êtres humains, notamment en améliorant encore les contrôles, en consacrant encore plus de moyens humains et matériels à la lutte contre cette traite et en infligeant des sanctions encore plus sévères aux personnes qui s'en rendent coupables, et ce dans le cadre d'une coordination interministérielle accrue;

2) d'insister expressément, pendant la présidence

belge de l'UE, sur la nécessité d'optimiser la collaboration et la coordination en la matière sur les plans européen et mondial, vu la volonté qu'il a manifestée d'accorder la priorité à la lutte contre la traite des êtres humains."

Een eenvoudige motie werd ingediend door de dames Jacqueline Herzet en Fientje Moerman.

Une motion pure et simple a été déposée par Mmes Jacqueline Herzet et Fientje Moerman.

Over de moties zal later worden gestemd.
Le vote sur les motions aura lieu ultérieurement.

Mijnheer Willems, het behoort tot de geplogenheden dat er steeds een bepaalde tijdspanne verloopt tussen het ontwikkelen van een interpellatie en de stemming over de eventuele moties die tot besluit ervan worden ingediend. Dit geeft u de gelegenheid de nodige contacten op te nemen die het misschien mogelijk maken tot een eensluidende tekst te komen over een materie die u duidelijk beroert.

03.04 **Ferdie Willems** (VU&ID): Mijnheer de voorzitter, als die mogelijkheid inderdaad bestaat, dan vraag ik aan de leden van de meerderheid die wellicht meer dan ik op de hoogte zijn van de technische aspecten van dit dossier, om een alternatief voor te stellen. Ik zou dan zelfs bereid zijn mijn moties in te trekken.

Wel verzoek ik dat het beleid van de minister terzake wordt gesteund; want dat is echt nodig.

Zoals de minister zelf zei in het slot van zijn betoog, moeten wij absoluut zien af te geraken van de incidentele aanpak van dit dossier. Dit moet werkelijk worden gesteund.

Ik heb concrete mensen voor ogen; het is over hen dat het terzake gaat en politieke spelletjes hebben hier werkelijk geen plaats.

De **voorzitter**: Daarom is het nuttig dat de passende contacten worden gelegd. Ik kan niet vooruitlopen op de zaken, maar aangezien u dit initiatief nam kunt u evengoed het initiatief nemen om rechtstreeks of via uw fractievoorzitter die thans wat meer tijd heeft om zich te bekommeren om louter parlementaire activiteiten, die contacten te leggen.

De bespreking is gesloten.
La discussion est close.

04 **Vraag van de heer Bert Schoofs aan de**

minister van Justitie over "het gebruik van de polygraaf" (nr. 4689)

04 **Question de M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur "l'utilisation du polygraphe" (n° 4689)**

04.01 **Bert Schoofs** (VLAAMS BLOK): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, collega's, mijn aandacht werd getrokken door een artikel in de krant dat stelde dat er één polygraaf of leugendetector zou worden aangeschaft en dat die in het gerechtelijk arrondissement Brussel zou worden geplaatst. De vraag die bij mij rees was of het wel voldoende is om te beschikken over één leugendetector om alle zaken waarbij dit instrument voor een meerwaarde zou kunnen zorgen af te handelen. Ik begrijp uiteraard dat dit een mes is dat aan twee kanten snijdt. Enerzijds, wil men de relatieve bewijswaarde van dit instrument benadrukken. Men wil van het gerecht geen spektakel maken en het instrument geleidelijk introduceren. Anderzijds, is het echter mogelijk dat de gerechtelijke diensten onmiddellijk overgevraagd worden, als de vraag het aanbod sterk zou overstijgen. Mijnheer de minister, is één polygraaf volgens u het juiste aantal? Hoe bent u daartoe gekomen?

Een tweede punt is op welke wijze eventueel een bepaalde rangschikking zou worden uitgewerkt naargelang de zwaarte en de aard van het misdrijf om de polygraaf te gebruiken. Ik kan begrijpen dat verschillende parketten tegelijkertijd een verzoek indienen. Welk verzoek zal dan voorrang krijgen? Is er een rangschikking uitgewerkt naargelang de aard van het misdrijf?

Ten derde, zijn er een aantal dossiers die al jarenlang aanslepen en waarbij personen in verdenking werden gesteld. Ook zijn er opsporingsonderzoeken met verdachten wier dossier nog niet afgesloten is. Deze mensen dragen echter wel de last mee van het feit dat zij in verdenking zijn gesteld of verdacht worden in een opsporingsonderzoek. Kunnen ook die dossiers hun beslag krijgen via de leugendetector? Eventueel kunnen dossiers waarin verjaring dreigt dan voorrang krijgen.

04.02 **Minister Marc Verwilghen**: Mijnheer de voorzitter, collega Schoofs, u stelt mij vragen over het aantal, het toepassingsgebied en de rangschikking van zaken voor het gebruik van de polygraaf. Ik zal eerst ingaan op het aantal. Het gaat niet om één polygraaf. In realiteit zijn er door het ministerie van Binnenlandse Zaken – aangezien het gaat om technische ondersteuning van de politiediensten – twee polygrafen

aangekocht. De gezamenlijke kostprijs is één miljoen frank, een half miljoen per toestel. Begin dit jaar hebben ook twee politiebeambten van de cel Gedragswetenschappen van de federale politie een theoretische en praktische opleiding in de polygrafie gekregen in Canada. De opleiding van zes maanden wordt gevolgd door een periode van één jaar tijdens welke de resultaten van de testafnames gesuperviseerd worden door de Canadese deskundigen die onze mensen hebben opgeleid. Deze gespecialiseerde politiemensen hebben elk een polygraaf ter beschikking en zijn nu reeds operationeel om personen te ondervragen met behulp van dit toestel. De praktijk zal uitwijzen of dit voldoende is. Wij willen eerst via dit pilootproject meer expertise vergaren vooraleer een volgende stap te zetten. De verdachten zelf kunnen om een polygraaftest vragen, maar uiteindelijk beslist de parketmagistraat of de onderzoeksrechter die het dossier beheert over de toelating. De verdachte kan ook zelf een beroep doen op een externe deskundige in de polygrafie aangezien de bewijsvoering in België vrij is. Het is aan de rechter om al dan niet rekening te houden met de resultaten van de test. Ik heb steeds gezegd dat dit een steunbewijs is en dat men niet uitsluitend op basis van de gegevens van deze test een oordeel kan uitspreken.

Er is geen specifieke regeling uitgewerkt in verband met het rangschikken van misdrijven naar aard en zwaarte om de polygraaf aan te wenden.

Wel zal rekening worden gehouden met twee essentiële principes, die trouwens altijd in het onderzoek moeten worden gerespecteerd, met name de proportionaliteit en de subsidiariteit. Die afweging zal altijd gebeuren onder leiding van de magistraat die het dossier beheert, het weze de procureur des Konings wanneer het gaat om een opsporingsonderzoek, het weze de onderzoeksrechter wanneer het gaat om een gerechtelijk onderzoek.

04.03 Bert Schoofs (VLAAMS BLOK): Mijnheer de minister, er is mij één zaak niet duidelijk. Er is blijkbaar niet overwogen een overdraging in de mogelijkheden te voorzien. Zoals u het zelf aangeeft, werken de parketten en de onderzoeksrechters autonoom. Het zou kunnen dat op een bepaald ogenblik, hoewel het blijkbaar een testfase betreft, u toch met een hoop werk kunt worden geconfronteerd.

Beschikt u terzake over cijfers?

04.04 Minister Marc Verwilghen: Mijnheer de

voorzitter, de praktijk wijst uit - de mensen hebben hun handen vol - dat het een opvolging is die zij aankunnen. Mocht in de loop van de testfase blijken dat een bijkomende inspanning moet worden geleverd omdat er een grote bevraging zou zijn en dat men ziet dat de resultaten van deze polygraaftests in belangrijke mate kunnen bijdragen tot de waarheidsvinding, dan zal wellicht een beslissing worden genomen. Momenteel is dat niet nodig.

04.05 Bert Schoofs (VLAAMS BLOK): Mijnheer de minister, ik wens nog een tweede element aan te snijden over de externe polygrafist op wie men een beroep kan doen. Blijkbaar zijn er nog apparaten die circuleren of ergens beschikbaar zijn. Hebt u daarover gegevens?

04.06 Minister Marc Verwilghen: Mijnheer de voorzitter, het gaat om de interpretatie van de resultaten die met de polygraaftest worden opgenomen. Het is vergelijkbaar met een expertise en een tegenexpertise. We zitten in hetzelfde stadium. Vermits de bewijsvoering in België vrij is, is dat een recht dat aan een verdachte niet kan worden ontnomen.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 11.28 uur.

La réunion publique de commission est levée à 11.28 heures.



BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

BEKNOPT VERSLAG

COMPTE RENDU ANALYTIQUE

COMMISSIE VOOR DE JUSTITIE

COMMISSION DE LA JUSTICE

dinsdag

mardi

22-05-2001

22-05-2001

10:15 uur

10:15 heures

INHOUD

Vraag van de heer Vincent Decroly tot de minister van Justitie over "de zin en het verloop van de procedure voor homologatie van de in het kader van een naturalisatieprocedure afgegeven akten van bekendheid". (nr. 4662)

Sprekers: **Vincent Decroly, Marc Verwilghen**, minister van Justitie

Vraag van mevrouw Magda De Meyer tot de minister van Justitie over "de billijke vergoeding en de gevolgen voor de socio-culturele verenigingen" (nr. 4665)

Sprekers: **Magda De Meyer, Marc Verwilghen**, minister van Justitie

Interpellatie van de heer Ferdy Willems tot de minister van Justitie over "de mensenhandel" (nr. 793)

Sprekers: **Ferdy Willems, Marc Verwilghen**, minister van Justitie

Moties

Vraag van de heer Bert Schoofs tot de minister van Justitie over "het gebruik van de polygraaf" (nr. 4689)

Sprekers: **Bert Schoofs, Marc Verwilghen**, minister van Justitie

SOMMAIRE

Question de M. Vincent Decroly au ministre de la Justice sur "le sens et l'organisation de la procédure d'homologation des actes de notoriété délivrés dans le cadre d'une procédure de naturalisation". (n° 4662)

Orateurs: **Vincent Decroly, Marc Verwilghen**, ministre de la Justice

Question de Mme Magda De Meyer au ministre de la Justice sur "les conséquences de la rémunération équitable pour les associations socio-culturelles" (n° 4665)

Orateurs: **Magda De Meyer, Marc Verwilghen**, ministre de la Justice

Interpellation de M. Ferdy Willems au ministre de la Justice sur "la traite des êtres humains" (n° 793)

Orateurs: **Ferdy Willems, Marc Verwilghen**, ministre de la Justice

Motions

Question de M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur "l'utilisation du polygraphe" (n° 4689)

Orateurs: **Bert Schoofs, Marc Verwilghen**, ministre de la Justice

COMMISSIE VOOR DE JUSTITIE

van

DINSDAG 22 MEI 2001

10:15 uur

COMMISSION DE LA JUSTICE

du

MARDI 22 MAI 2001

10:15 heures

De vergadering wordt geopend om 10.25 uur door de heer Fred Erdman, voorzitter.

01 Vraag van de heer Vincent Decroly tot de minister van Justitie over "de zin en het verloop van de procedure voor homologatie van de in het kader van een naturalisatieprocedure afgegeven akten van bekendheid". (nr. 4662)

01.01 Vincent Decroly (ECOLO-AGALEV): De naturalisatiewetgeving bepaalt dat wanneer geen geboorteakte kan worden voorgelegd, deze door een akte van bekendheid mag worden vervangen.

Waaruit bestaat in het kader van de naturalisatieaanvraag die homologatie precies? Is er geen overlapping met de controles die worden verricht in het kader van de beslissingen die de parlementaire assemblees moeten nemen?

Naar verluidt verplicht de rechtbank van eerste aanleg van Brussel de aanvragers een beroep te doen op een advocaat voor het indienen van verscheidene types van verzoekschriften. Gelet op de inhoud van de akte van bekendheid, is het merkwaardig dat voor dit verzoekschrift een beroep moet worden gedaan op een advocaat.

Is het redelijk om te eisen dat een document dat alle voor een homologatie noodzakelijke elementen bevat vergezeld zou gaan van een brief van een advocaat? Zou de rechtbank niet een voorgedrukt, in te vullen formulier kunnen uitgeven en de verzoekers die niet goed weet tot wie zij zich moeten wenden, niet kunnen bijstaan?

Waarom bezorgt de vrederechter de akte van bekendheid niet rechtstreeks aan de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg, gelet op het feit dat beiden tot de rechterlijke macht behoren?

La séance est ouverte à 10.25 heures par M. Fred Erdman, président.

01 Question de M. Vincent Decroly au ministre de la Justice sur "le sens et l'organisation de la procédure d'homologation des actes de notoriété délivrés dans le cadre d'une procédure de naturalisation". (n° 4662)

01.01 Vincent Decroly (ECOLO-AGALEV) : La législation relative à la naturalisation prévoit, en cas d'impossibilité de fournir un acte de naissance, la possibilité d'y substituer un acte de notoriété.

En quoi consiste, exactement, dans le contexte de la demande de naturalisation, cette homologation ? N'y a-t-il pas double emploi avec les vérifications opérées dans le cadre des décisions à prendre par l'assemblée parlementaire ?

Il me revient que le tribunal de première instance de Bruxelles impose l'obligation de recourir à un avocat pour déposer divers types de requêtes. Dans le cas de l'acte de notoriété, cette exigence paraît étonnante au vu du contenu de cette requête.

Est-il raisonnable d'exiger un courrier d'avocat accompagnant un document qui contient tous les éléments nécessaires à l'homologation ? Le tribunal ne pourrait-il éditer un formulaire prêt à compléter et/ou prévoir une aide aux requérants désorientés ?

Pourquoi n'y a-t-il pas transmission de l'acte de notoriété directement du juge de paix au président du tribunal de première instance, qui relèvent tous deux du pouvoir judiciaire ?

Op die manier kan worden voorkomen dat de indruk wordt gewekt van een tweetrapsprivatisering van de gerechtelijke openbare dienstverlening : toezending van de akte van bekendheid door de verzoeker aan de advocaat, en nadien toezending door de advocaat aan de griffie van de rechtbank

01.02 Minister **Marc Verwilghen** (*Frans*): Artikel 5 van het Wetboek van de Belgische Nationaliteit voert een vervangingsstelsel in drie trappen in, waarvan de akte van bekendheid er een is. De rechtbank weigert slechts zelden een akte van bekendheid te homologeren.

Krachtens de jurisprudentie wordt de vordering tot homologatie van de akte van bekendheid ingesteld bij unilateraal verzoek, conform artikel 1026 van het Gerechtelijk Wetboek, waarbij behoudens in de door de wet bepaalde gevallen de handtekening van de advocaat van de betrokken partij vereist is. Het Burgerlijk Wetboek voorziet allang in deze regeling, en de toepassing ervan heeft nooit tot grote problemen geleid.

Wie armlastig is en een akte van bekendheid moet voorleggen, kan rechtsbijstand genieten en een beroep doen op een pro-Deoadvocaat.

Gelet op al die overwegingen kan er niet gesteld worden dat de rechtbank van eerste aanleg van Brussel de wet op een manifest onjuiste of onredelijke manier toepast.

01.03 **Vincent Decroly** (ECOLO-AGALEV): Kan het openbaar ministerie niet van dat dubbele onderzoek ontheven worden?

Het openbaar ministerie onderzoekt de door de Kamer gevraagde gegevens die voorgelegd moeten worden om de naturalisatie te verkrijgen. De verificatie voor de homologatie zou tegelijkertijd kunnen gebeuren.

Er kan worden nagedacht over de procedure die te dien einde kan worden gebruikt.

De **voorzitter**: Het ideaalbeeld van een samenleving waarin eenieder kan gaan en staan waar hij wil, zonder identiteit ...

01.04 Minister **Marc Verwilghen** (*Frans*) : Ik heb hier een nota, waaruit ik dit antwoord geput heb. Ik stel voor dat ik u deze tekst bezorg, opdat u zou inzien dat de adviezen waar de Kamer van volksvertegenwoordigers het parket om verzoekt, de homologatieprocedure van de akte van bekendheid geenszins overlappen.

Het incident is gesloten.

02 **Vraag van mevrouw Magda De Meyer tot de**

Cela éviterait l'impression d'une forme de privatisation à deux degrés du service public judiciaire : transmission de l'acte de notoriété du demandeur à l'avocat, puis de l'avocat au greffe du tribunal.

01.02 **Marc Verwilghen** , ministre (*en français*) : L'article 5 du Code de la nationalité belge institue un triple système de remplacement en cascade, dont celui de l'acte de notoriété. Il est assez rare que le tribunal refuse l'homologation de l'acte de notoriété.

En vertu de la jurisprudence, l'action en homologation de l'acte de notoriété s'introduit par requête unilatérale, soumise à l'article 1026 du Code judiciaire, qui impose la signature de l'avocat de la partie, sauf exceptions prévues par la loi.

Ce système est prévu de longue date dans le Code civil et n'a jamais causé de difficultés notoires d'application.

Les personnes les plus démunies qui auraient à produire un acte de notoriété peuvent bénéficier de l'assistance judiciaire et de l'intervention d'un avocat pro deo.

Au vu de ces considérations, il n'apparaît pas que le tribunal de première instance de Bruxelles fasse une application manifestement incorrecte ou déraisonnable de la loi.

01.03 **Vincent Decroly** (ECOLO-AGALEV) : Ne pourrait-on décharger le ministère public de ce double examen ?

La vérification correspondant à l'homologation pourrait avoir lieu au même moment que celui où le ministère public examine les données nécessaires à la naturalisation demandées par la Chambre.

On pourrait réfléchir à la technique à mettre en place à cette fin.

Le **président**: L'idéal d'une société où l'on peut circuler sans identité...

01.04 **Marc Verwilghen** , ministre (*en français*) : J'ai une note que je n'ai que partiellement exploitée. Je propose de vous la communiquer afin que vous compreniez en quoi les avis du parquet sollicités par la Chambre des représentants ne font nullement double emploi avec la procédure d'homologation de l'acte de notoriété.

L'incident est clos.

02 **Question de Mme Magda De Meyer au**

minister van Justitie over "de billijke vergoeding en de gevolgen voor de socio-culturele verenigingen" (nr. 4665)

02.01 Magda De Meyer (SP): Winkels, cafés en dancings moeten de billijke vergoeding betalen als ze muziek laten horen in hun zaak. De minister deelde reeds aan jongerenorganisaties mee dat voor het organiseren van fuiven, die anders onbetaalbaar zouden worden, eventueel in een uitzondering zou worden voorzien. Ook socio-culturele verenigingen kunnen de meerkost moeilijk dragen. Kan de eventuele uitzonderingsclausule ook voor hen worden ingevoerd?

02.02 Minister Marc Verwilghen (Nederlands): De vraag betreft artikel 42 van de wet van 30 juni 1994 betreffende de auteursrechten, dat de billijke vergoeding toekent. De hoogte van de vergoeding wordt bepaald door een commissie waarin zowel de debiteurs als de beheersvennootschappen van auteursrechten vertegenwoordigd zijn. Op 20 april 2001 werd een akkoord aangenomen binnen de commissie. Dit akkoord werd nog niet aan de Koning voorgelegd maar er zal eerst overleg worden gepleegd met de socio-culturele sector om de impact van de vergoeding op hun activiteiten na te gaan. Met de betrokkenen werd overlegd inzake de objectieve criteria waarop voor hen de billijke vergoeding kan worden gesteund.

02.03 Magda De Meyer (SP): Is in een exacte timing voorzien voor de volgende ontmoetingen? Wie zijn de gesprekpartners van de minister?

02.04 Minister Marc Verwilghen (Nederlands): De vertegenwoordigers van beide sectoren, met name de jongerenorganisaties en de socio-culturele sector, zullen op maandag 28 mei 2001 rapport uitbrengen.

Het incident is gesloten.

03 Interpellatie van de heer Ferdy Willems tot de minister van Justitie over "de mensenhandel" (nr. 793)

03.01 Ferdy Willems (VU&ID): De journalist Freddy De Pauw heeft een boek gepubliceerd met hallucinante gegevens omtrent de mensenhandel. De minister kent het probleem ongetwijfeld.

Ikzelf ben geschokt door de gruwelijke feiten. Volgens de UNO is de mensenhandel met 50 procent gestegen in de laatste 10 jaar. 200 Miljoen

ministre de la Justice sur "les conséquences de la rémunération équitable pour les associations socio-culturelles" (n° 4665)

02.01 Magda De Meyer (SP): Les commerçants et les tenanciers de cafés et de dancings qui diffusent de la musique dans leurs établissements sont tenus de verser une rémunération équitable. Le ministre a informé les organisations de jeunes qu'elles pourraient éventuellement bénéficier d'une exception pour l'organisation de festivités qui, à défaut, risqueraient d'être trop onéreuses. Les associations socio-culturelles éprouvent également des difficultés à supporter le surcoût que représente la rémunération équitable. La clause d'exception pourrait-elle éventuellement être étendue à ces associations ?

02.02 Marc Verwilghen , ministre (en néerlandais) : Votre question concerne l'article 42 de la loi du 30 juin 1994 concernant les droits d'auteur qui prévoit une rémunération équitable. L'importance de la rémunération est déterminée par une commission où siègent les débiteurs et les sociétés de gestion de droits d'auteur. Le 20 avril 2001, un accord a été adopté au sein de la commission. Cet accord n'a pas encore été présenté au Roi car une concertation préalable avec le secteur socio-culturel est prévue pour examiner l'impact de la rémunération sur ce secteur. Une concertation est prévue avec les intéressés pour déterminer les critères objectifs qui seront appliqués pour établir l'importance de la rémunération équitable.

02.03 Magda De Meyer (SP): A-t-on fixé un calendrier précis pour les prochaines rencontres ? Quelle est l'identité des interlocuteurs du ministre ?

02.04 Marc Verwilghen , ministre (en néerlandais) : Les représentants des deux secteurs (les organisations des jeunes et le secteur socioculturel) publieront un rapport le 28 mai 2001.

L'incident est clos.

03 Interpellation de M. Ferdy Willems au ministre de la Justice sur "la traite des êtres humains" (n° 793)

03.01 Ferdy Willems (VU&ID): Le journaliste Freddy De Pauw a publié un ouvrage où figurent des données hallucinantes concernant la traite des êtres humains. Le problème n'est pas inconnu du ministre.

J'ai moi-même été choqué par l'horreur des faits. L'ONU estime que la traite des êtres humains a augmenté de 50% au cours de la dernière

mensen leven in slavernij. Naast prostitutie is er drugshandel, pedofilie, enz. Wijlen Koning Boudewijn heeft het probleem aangekaart. Daarnaast hebben regering en Parlement reeds heel wat aandacht besteed aan dit fenomeen. België scoort trouwens goed inzake de strijd tegen de vrouwenhandel. Negatief is echter dat het probleem blijft toenemen en vele politiediensten de strijd niet meer zien zitten. De wetgeving volstaat wel, maar wordt onvoldoende toegepast. Er zijn nog teveel tekortkomingen inzake controle, visa, enz. Het gebruik van informanten is delicaat, maar kan toch vaak een oplossing bieden. Hoe ver staat het met de wetgeving terzake?

Er wordt nog altijd te weinig personeel ingezet in de strijd tegen de mensenhandel en de georganiseerde misdaad, zowel op het niveau van Justitie als van Binnenlandse Zaken. Er werden daarover nochtans al meermaals toezeggingen gedaan door de regering. Is er sindsdien al meer personeel en infrastructuur ingezet?

Er zou ook een te "lauwe" bestraffing zijn. De opsporingsdiensten worden daardoor ontmoedigd. Zolang men met mensenhandel meer verdient dan met drugs, zal deze welig blijven tieren. De bestraffing moet dus opnieuw worden bekeken.

Het Centrum voor gelijke kansen en racismebestrijding organiseert op 15 juni een congres over de mensenhandel, waarop heel wat internationale experts zullen aanwezig zijn. Dat zal zeker niet aan onze aandacht ontsnappen.

03.02 Minister **Marc Verwilghen** (Nederlands): Gisteren nog hebben we op televisie kunnen zien hoe in onze eigen hoofdstad mensen worden uitgebuit. De regering heeft ter zake steeds duidelijk gemaakt dat de mensenhandel haar prioriteit is. Wij weten echter ook dat sommige fenomenen bestaan zoals het sturen van niet begeleide kinderen die dan later in de prostitutie worden gedropt. De exploitatie van minderjarige prostituees kan nu sedert 1 april van dit jaar streng worden bestraft.

Tijdens het Belgisch voorzitterschap van de EU zullen we de mensenhandel prioritair behandelen. Europol zal terzake specifieke opdrachten krijgen. Wij pleiten ook voor een gelijke behandeling van de seksuele en de economische uitbuiting van de mensen. Zo was er vorig weekeinde nog een geval van multidisciplinaire aanpak van deze criminaliteit.

décennie. 200 millions de personnes mènent une existence d'esclave. Outre la prostitution, on assiste à des phénomènes de trafic de drogues et de pédophilie. Feu sa majesté le Roi Baudouin avait appréhendé le problème. Le gouvernement et le Parlement s'étaient également longuement penché sur ce phénomène. La Belgique combat efficacement la traite des femmes mais il y a une ombre au tableau : le problème ne cesse d'augmenter et de nombreux services de police ne savent plus où donner de la tête. La législation est suffisante mais elle n'est pas suffisamment appliquée. Nous enregistrons encore de trop nombreux manquements en matières de contrôles, de visa, etc. Le recours à des informateurs est délicate mais elle offre souvent une solution. Qu'en est-il de la législation en la matière ?

Tant à la Justice qu'à l'Intérieur, il y a encore trop peu de personnel en charge de la lutte contre la traite des êtres humains et le crime organisé. A plusieurs reprises, le gouvernement a pris des engagements à cet égard. A-t-on prévu depuis davantage de personnel et d'infrastructures ?

Il y aurait aussi l'insuffisance des sanctions. Cette situation décourage les services de recherche. Tant que la traite des êtres humains rapportera plus que la drogue, elle sera florissante. Il faut donc revoir les sanctions.

Le Centre pour l'Egalité des Chances organisera le 15 juin un congrès sur la traite des êtres humains auquel participeront de nombreux experts étrangers. Nous y serons particulièrement attentifs.

03.02 **Marc Verwilghen**, ministre (en néerlandais) : J'ai lu ce livre et me sens personnellement très concerné par cette question. Hier soir encore, nous avons pu voir à la télévision à quel point des êtres humains sont exploités dans notre propre capitale. En cette matière, le gouvernement a toujours adopté une attitude claire : la lutte contre la traite des êtres humains constitue l'une de ses priorités. Toutefois, nous connaissons également l'existence de certains phénomènes tels que l'envoi d'enfants non accompagnés qui sont ensuite livrés à la prostitution.

Depuis le 1^{er} avril de cette année, l'exploitation de prostituées mineures peut être sévèrement sanctionnée

Au cours de la présidence européenne, la traite des êtres humains sera d'ailleurs hissée au rang de nos priorités. L'Europe se verra confier des missions spécifiques dans ce domaine. Nous plaçons

Vorige week heeft het college van PG's initiatieven genomen om ter zake de inspanningen te coördineren.

We moeten over twee bijkomende nieuwe wettelijke kaders kunnen beschikken. De wet op de bijzondere opsporingstechnieken en deze op de anonieme en beschermde getuige en het gebruik van audio-visuele middelen moeten zo vlug mogelijk worden gerealiseerd.

Het boek van Freddy De Pauw geeft inderdaad een reeks pijnpunten aan. Er is evenwel een verschil tussen het louter neerschrijven van gegevens en het officieel inzamelen van bewijskrachtige data. Als minister kan ik het beleid sturen, maar de uitvoering ervan gebeurt in de praktijk door de politie en gerechtelijke diensten. De dienst Strafrechtelijk Beleid werkt momenteel aan een tekst met betrekking tot de mensenhandel en de kinderpornografie, met bijzondere aandacht voor een multidisciplinaire aanpak op nationaal en internationaal vlak, en dit in het kader van het federaal veiligheidsplan. Zulks zal ons binnenkort een doorgedreven dagdagelijkse opsporingstechniek en vervolging garanderen.

03.03 Ferdy Willems (VU&ID): Ik ben blij met de antwoorden van de minister en met de vele initiatieven die hij al genomen heeft en nog zal nemen. Mijn motie van aanbeveling past dan ook in dat kader. Ik hoop dat de meerderheid deze motie niet zal ondermijnen door een eenvoudige motie, omdat mijn motie in feite een steun is aan het beleid van de minister.

Moties

Tot besluit van deze bespreking werden volgende moties ingediend.

Een motie van aanbeveling werd ingediend door de heer Ferdy Willems en luidt als volgt:

“De Kamer,
gehoord de interpellatie van de heer Ferdy Willems en het antwoord van de minister van Justitie, vraagt de regering om
1) de degelijke Belgische wetgeving inzake mensenhandel concreet toe te passen en te onderbouwen door onder meer nog betere controles, de inzet van nog meer personeel en middelen, een nog strengere bestraffing en nog meer interministeriële coördinatie;

également en faveur d'une approche identique de l'exploitation sexuelle et économique des êtres humains. Ainsi, le week-end dernier, cette forme de criminalité a été abordée d'une manière multidisciplinaire. La semaine dernière, le collège des procureurs généraux a pris des initiatives en vue de coordonner les différents efforts mis en œuvre dans ce domaine.

Nous devons pouvoir disposer de deux nouveaux cadres légaux. La loi sur les techniques particulières de recherche et la loi sur les témoins anonymes et protégés et l'utilisation de moyens audiovisuels doivent être mises en œuvre le plus rapidement possible.

L'ouvrage de Freddy De Pauw indique en effet une série de lacunes. Il existe toutefois une différence entre l'inscription pure et simple de données et la collecte officielle de données probantes. En tant que ministre, je peux orienter la politique mais la mise en œuvre de celle-ci est assurée dans la pratique par la police et les services judiciaires. Le Service de la politique criminelle met actuellement la dernière main à un texte relatif à la traite des êtres humains et à la pornographie infantile en s'attachant à une approche multidisciplinaire à l'échelon national et international, dans le cadre du plan fédéral de sécurité. Cela nous garantira prochainement une technique de recherche et des poursuites quotidiennes avancées.

03.03 Ferdy Willems (VU&ID): Je suis satisfait des réponses du ministre et des nombreuses initiatives qu'il a déjà prises et prendra encore. Ma motion de recommandation s'inscrit donc dans ce cadre. J'espère que la majorité ne videra pas cette motion de sa substance en déposant une motion pure et simple, dès lors que ma motion soutient en fait la politique du ministre.

Motions

En conclusion de cette discussion les motions suivantes ont été déposées.

Une motion de recommandation a été déposée par M. Ferdy Willems et est libellée comme suit:

“La Chambre,
ayant entendu l'interpellation de M. Ferdy Willems et la réponse du ministre de la Justice, demande au gouvernement
1) d'appliquer réellement et de conforter l'excellente législation belge en matière de traite des êtres humains, notamment en améliorant encore les contrôles, en consacrant encore plus de moyens humains et matériels à la lutte contre cette traite et en infligeant des sanctions encore plus sévères aux

2) in het kader van de door de regering aangekondigde prioriteit voor het bestrijden van de mensenhandel tijdens het Belgische voorzitterschap in Europa, uitdrukkelijk de nadruk te leggen op een maximale samenwerking en coördinatie op Europees en wereldvlak."

Een eenvoudige motie werd ingediend door de dames Jacqueline Herzet en Fientje Moerman.

De bespreking is gesloten.

04 Vraag van de heer Bert Schoofs tot de minister van Justitie over "het gebruik van de polygraaf" (nr. 4689)

04.01 Bert Schoofs (VLAAMS BLOK): De minister verklaarde onlangs dat één leugendetector voor het hele land in gebruik zou worden genomen. Deze zou geplaatst worden in het gerechtelijk arrondissement Brussel.

Volstaat één polygraaf wel om alle zaken waarin dit instrument nuttig kan zijn, af te handelen? Kunnen verdachten vrijwillig een test ondergaan, om aan te tonen dat zij onschuldig in verdenking werden gesteld? Bestaat er een rangorde betreffende de aard en de zwaarte van de misdrijven waarvoor de polygraaf zal worden aangewend?

04.02 Minister Marc Verwilghen (Nederlands): Binnenlandse Zaken kocht twee polygraaf toestellen voor een bedrag van 500.000 frank per stuk. Twee politieambtenaren volgden in Canada een theoretische en praktische opleiding van zes maanden. In de opvolgperiode van één jaar worden de resultaten van de testen gesuperviseerd door de Canadese deskundigen. De twee gespecialiseerde politiemensen zijn nu reeds operationeel. Momenteel volstaat dat.

De parketmagistraat of de onderzoeksrechter beslist of al dan niet op de vraag voor een een vrijwillige test wordt ingegaan. Verdachten kunnen echter ook zelf een externe deskundige polygrafist inschakelen, aangezien de bewijsvoering in België vrij is. De rechter beslist onafhankelijk of hij met die resultaten rekening houdt.

Er werd geen specifieke regeling uitgewerkt voor het gebruik van de polygraaf, maar er zal rekening gehouden worden met regels van proportionaliteit en subsidiariteit. Deze afweging gebeurt onder leiding van de magistraat die het dossier beheert, zijnde de procureur des Konings of de

personnes qui s'en rendent coupables, et ce dans le cadre d'une coordination interministérielle accrue;

2) d'insister expressément, pendant la présidence belge de l'UE, sur la nécessité d'optimiser la collaboration et la coordination en la matière sur les plans européen et mondial, vu la volonté qu'il a manifestée d'accorder la priorité à la lutte contre la traite des êtres humains."

Une motion pure et simple a été déposée par Mmes Jacqueline Herzet et Fientje Moerman.

La discussion est close.

04 Question de M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur "l'utilisation du polygraphe" (n° 4689)

04.01 Bert Schoofs (VLAAMS BLOK): Le ministre a déclaré récemment qu'un détecteur de mensonges serait mis en service pour l'ensemble du pays. Il serait installé dans l'arrondissement judiciaire de Bruxelles.

Un seul appareil est-il suffisant pour traiter tous les dossiers pour lesquels il peut s'avérer utile ? Les suspects peuvent-ils subir le test sur une base volontaire pour démontrer qu'ils sont innocents des faits qui leur sont reprochés ? Existe-t-il une réglementation relative à la nature et à la gravité des délits pour lesquels le polygraphe sera utilisé ?

04.02 Marc Verwilghen , ministre (en néerlandais): Le ministère de l'Intérieur a acquis deux polygraphes d'une valeur de 500 000 francs chacun. Deux fonctionnaires de police ont suivi une formation théorique et pratique de six mois au Canada. Au cours de la période de suivi d'un an, les résultats des tests seront supervisés par des experts canadiens. Les deux policiers spécialisés sont déjà opérationnels. Pour l'instant, c'est suffisant.

Le magistrat de parquet ou le juge d'instruction décide si l'on accède ou non à la requête de celui qui est volontaire pour passer le test. Les suspects peuvent cependant aussi avoir recours aux services d'un polygraphiste spécialisé indépendant, étant donné que l'administration de la preuve est libre en Belgique. Le juge est libre de tenir compte ou non des résultats.

Aucune réglementation spécifique n'a été établie pour l'utilisation du polygraphe mais on tiendra compte de règles de proportionnalité et de subsidiarité. L'évaluation se fera sous la direction du magistrat qui gère le dossier, à savoir le

onderzoekdsrechter.

procureur du Roi ou le juge d'instruction.

04.03 Bert Schoofs (VLAAMS BLOK): Heeft u cijfermateriaal? De parketten zullen wellicht goed werken, maar wat indien de polygraaf een groot succes wordt?

04.03 Bert Schoofs (VLAAMS BLOK): Disposez-vous de données chiffrées ? Les parquets travailleront probablement correctement mais que se passera-t-il si le polygraphe devait remporter un franc succès ?

04.04 Minister Marc Verwilghen (*Nederlands*): Als een grote bevraging bijkomende inspanningen vereist, zullen wij die leveren. Momenteel is er echter geen probleem.

04.04 Marc Verwilghen, ministre (*en néerlandais*): Si la demande devient trop forte, nous accomplirons les efforts nécessaires. Mais pour l'instant, il n'y a aucun problème.

04.05 Bert Schoofs (VLAAMS BLOK): Heeft u meer gegevens over de externe polygrafisten die blijkbaar ook optreden?

04.05 Bert Schoofs (VLAAMS BLOK): Disposez-vous de données supplémentaires concernant les polygraphistes externes qui semblent également intervenir?

04.06 Minister Marc Verwilghen (*Nederlands*): Zij staan in voor de interpretatie van de gegevens, zoals experten dat doen. De bewijsvoering in België is vrij. Dit recht kan de verdachte niet worden ontnomen.

04.06 Marc Verwilghen, ministre (*en néerlandais*): Comme les experts, ils se chargent de l'interprétation des données. En Belgique, l'administration de la preuve est libre. Le suspect ne peut pas être privé de ce droit.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

De vergadering wordt gesloten om 11.28 uur.

La séance est levée à 11.28 heures.